

Histoire du Parti Suisse du Travail

Vers la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, plusieurs groupes politiques naquirent en Suisse et se nommèrent Parti du Travail, Parti ouvrier et populaire, Parti ouvrier paysan. Le 21 avril 1944, ils se rassemblèrent en une Fédération des Partis suisses du Travail. Les 14 et 15 octobre de la même année, celle-ci prit le nom de Parti Suisse du Travail. Le président du nouveau parti, Léon Nicole, n'était autre que le président de la Fédération Socialiste Suisse (FSS) qui avait été interdite par le parlement. Son secrétaire, Karl Hofmaier, était auparavant le secrétaire du Parti communiste suisse (PCS) qui également tombé dans l'illégalité, était associée à la FSS depuis la Pentecôte 1943.

Interdiction des communistes, illégalité et résistance

Le 30 août 1939, les sociaux-démocrates avaient approuvé l'attribution des pouvoirs extraordinaires au Conseil fédéral. Ils permirent ainsi la constitution d'un régime qui, selon l'historien Edgar Bonjour, allait transformer, « presque de manière contrainte, en une démocratie autoritaire » ou qui, selon le juriste Zaccaria Giacometti, allait développer « un État autoritaire avec des tendances totalitaires ». En vertu des pleins pouvoirs qu'il lui était accordés, le Conseil fédéral interdit, entre la fin de l'année 1939 et l'été 1941, la presse communiste et de la gauche socialiste, l'agitation et la propagande communiste, le Parti Communiste Suisse (PCS), les Jeunesse Socialistes Suisses (JSS) et la Fédération Socialiste Suisse (FSS), qui avait été fondée le 3 décembre 1939 par les socialistes genevois et vaudois exclus du Parti socialiste suisse (PSS). Les parlementaires du PCS et de la FSS perdirent leur mandat. De nombreux communistes et socialistes, parmi lesquels Léon Nicole, Karl Hofmaier, Jules Humbert-Droz, Otto Brunner et Edgar Woog, qui avaient continué de travailler dans l'illégalité furent arrêtés et condamnés à des peines de prison. Avec l'approbation du PSS, ceux qui avaient prononcé l'interdiction des communistes avaient ainsi réussi à affaiblir le mouvement ouvrier dans son ensemble. De lourdes pertes de salaires furent infligées aux salariés en crise et en guerre. Les travailleurs, soutenus par les organisations illégales et l'aile gauche des sociaux-démocrates, cherchèrent alors à combattre ces abus à travers une résistance organisée. Une aile gauche se constitua au Parti socialiste, au sein de laquelle les membres du PCS jouèrent un rôle important. Cette opposition interne au Parti social-démocrate, dont Harry Gmür fut considéré comme le chef spirituel, se signala dès l'été 1940 avec différentes publications. Son manifeste du 1er août 1940 fut élaboré en liaison avec le président du PCS Jules Humbert-Droz.

Évidemment, le cours de la guerre influençait beaucoup les événements en Suisse. La victoire de l'Armée rouge à Stalingrad et les succès anglo-américains en Afrique du Nord et dans le Pacifique laissaient présumer de l'issue prochaine du conflit et du rôle important que les Soviétiques allaient jouer dans la victoire. En 1942, et surtout en 1943 la frange combative du mouvement ouvrier se renforça.

Naissance du Parti du Travail

Le chemin vers un nouveau parti suisse légal allait désormais être rapidement abandonné. Lors de l'élection au Grand Conseil bâlois, la Liste du Travail obtint d'emblée 18 sièges sur 130. Créée le 21 mai à Bâle, la Fédération des Partis du Travail décida, conformément au vœu de Hofmaier, qu'aucune fusion avec le Parti socialiste ne verrait le jour, mais afficha sa volonté de collaborer avec l'ensemble des organisations démocratiques. Au sein du PSS, le conflit entre la gauche du parti et sa direction s'était aggravé entre 1943 et 1944. Des plates-formes politiques de gauche firent leur apparition à Bâle et à Zürich à l'occasion du 1er mai 1944, au sein desquelles l'idée que le PSS devait à nouveau gagner sa liberté d'action vis-à-vis de l'Etat bourgeois émergea. Les 23 Bâlois et les 43 Zurichois signataires du document durent alors faire face à une procédure d'exclusion. Et le 18 juin, 9 Balois et 9 Zurichois, parmi lesquels des camarades de premier plan de ce mouvement, comme Martin Stohler et Leo Löw à Bâle, Fritz Heeb, Ernst Rosenbusch et

Alfred Weiss à Zürich, se virent retirer leur carte par le comité directeur. Un peu plus tard, le 3 septembre, le biennois Paul Fell fut également congédié. A l'été 1944, ces exclus, ainsi que nombre de membres du PSS solidaires, décidèrent de fonder ensemble le Parti du Travail. Ainsi se termina provisoirement ce processus, dont les causes résident dans l'évolution de la politique social-démocrate durant la dernière décennie et également dans l'attente relative au déroulement de la guerre.

Le Parti Suisse du Travail (PST) fut fondé à l'occasion de son premier congrès les 14 et 15 octobre 1944 à la Maison du Peuple de Zürich. L'illégalité appartenait définitivement au passé. Officiellement légal, le PST n'en sera pas moins constamment surveillé par la police fédérale, et ce jusqu'à ce jour. Au préalable, le Conseil fédéral autorisa le nouveau parti à n'avoir qu'une seule publication, la Voix Ouvrière (aujourd'hui Gauchebdo) qui vit le jour le 18 août 1944, sous la forme d'un hebdomadaire. Les adhérents du parti – 10'000 au premier congrès selon le rapport de Karl Hofmaier et environ 20'000 à leur apogée – se recrutaient parmi les membres de la FSS/PCS, au sein de l'aile gauche social-démocrate et parmi les ouvriers, les employés et les intellectuels qui s'était politisés durant la guerre et trouvaient dans le PST les possibilités d'action les plus appropriées.

Réformes sociales et luttes ouvrières

Dans cette ambiance de rupture largement répandue et allant même jusqu'à l'euphorie, dans laquelle apparaissait comme possibles des améliorations et des réformes sociales essentielles, le nouveau parti connut un grand essor. Parallèlement, le prestige de l'Union soviétique avait atteint un sommet jamais égalé jusque-là et les communistes avaient, dans la conscience des peuples, le mérite d'avoir largement contribué à vaincre le fascisme. Les dirigeants du PST entretenaient aussi quelques illusions. Ainsi comme le prédit Hofmaier lors de la première session du parti, celui-ci aurait pu voir plus tôt que certains le croyaient la vocation de « jouer un rôle responsable dans la politique de notre pays ». Avec une vision aussi ambitieuse, le parti n'aurait pas survécu longtemps. Il chercha donc en premier lieu à appliquer son programme de politique sociale. « Pour nous, l'aboutissement d'une réforme sectorielle, généralisa André Muret dans la revue Socialisme de décembre 1948, ne passe pas par l'amélioration du système capitaliste, mais avant tout par le renforcement de la classe ouvrière dans le combat pour une société nouvelle ». En 1943, au temps de l'illégalité et de l'interdiction du parti, le mouvement populaire pour la création de l'AVS partit de Genève. Même si, pendant longtemps, tous les combats du Parti du Travail ne furent pas acceptés dans leur formulation, la plupart du temps ils résolvaient et conduisaient à une amélioration de la situation. Les améliorations les plus importantes des rentes AVS furent obtenues sous la pression de l'initiative du Parti du Travail (Initiative pour les retraites populaires). Bien que l'initiative de 1972 fut rejetée par le peuple, ses revendications pour une rente d'Etat AVS sont restées actuelles jusqu'à nos jours.

Entre 1942 et 1947, on vit l'émergence de mouvements significatifs en faveur des augmentations de salaires, de meilleures prestations sociales et de nouveaux droits, à la tête desquels les membres du PST occupèrent souvent une place majeure. Le travail des syndicats de l'industrie, cantonné jusque-là à l'industrie textile, fut prépondérant dans l'industrie chimique bâloise. Dans ce syndicat, les communistes et les sociaux démocrates de gauche, plus tard réunis au sein du PST, jouèrent un rôle moteur. La première convention collective de l'industrie chimique bâloise, signée le 4 janvier 1945, comportait une partie complète et normative, différente de l'accord sur la paix du travail signé dans la métallurgie en 1937. Ces normes réglèrent les exigences matérielles (délais de préavis en cas de résiliation de contrat, temps de travail, salaire minimal, suppléments pour les heures supplémentaires et vacances). Ainsi, la position sociale des travailleurs de cette branche fut améliorée de manière considérable.

En 1945-46, le PST lança dans différents cantons une initiative populaire pour le droit de vote des femmes et il resta de tout temps actif dans ce domaine. La concrétisation de ces droits préfigurait davantage de difficultés. La pensée patriarcale et dominante, également répandue parmi les membres masculins du parti dans leur vie publique et privée, était ainsi difficile à changer.

L'Union soviétique, un modèle ?

Le PST fut depuis le début un parti qui « aspirait à la libération politique et économique complète de tous les travailleurs à travers la victoire sur le capitalisme et le développement d'un ordre social socialiste » (article 1 des statuts de 1944). A cela vint s'ajouter, pendant le dix ou quinze premières années, la prétention héritée du Komintern d'être à l'avant-garde de la lutte. Avec le temps et particulièrement après 1968, le PST se déclara partie prenante au mouvement pour le socialisme. Le programme du parti de 1991 précisait qu'il entendait aussi conserver en même temps son indépendance et son identité. « Au nom de l'unité, nous ne renoncerons pas à nos fondements idéologiques et éthiques ou à nos buts à longs terme ».

Avec la victoire sur le fascisme se posa le problème d'un autre chemin conduisant au socialisme en Europe de l'Ouest que celui de la Russie en 1917. Ce chemin conduit en premier lieu à des réformes, passant par la reconnaissance et l'élargissement de la démocratie. Celles-ci constituent des étapes sur le chemin vers le socialisme, une exigence de laquelle le PST ne s'est jamais détourné, car dans son programme, il n'avait jamais été question de dictature du prolétariat. Edgar Woog énonça, au temps du changement de pouvoir en Tchécoslovaquie en 1948, « que nous pouvons aller vers le socialisme qu'avec la majorité du peuple suisse ».

Au vu de ces nouvelles conditions, la révolution d'octobre n'aurait-elle pas dû perdre son rôle de modèle ? Ce ne fut pas le cas jusqu'au congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) en 1956. Longtemps après sa dissolution (1943), le Komintern a continué à marquer les esprits. La guerre froide nourrit à nouveau cette position. Les fronts se durcirent pour en arriver à une marginalisation progressive du PST et à un affaiblissement considérable de son influence, particulièrement en Suisse alémanique. S'y ajoute l'exclusion du secrétaire du PST, Karl Hofmaier en 1947 à cause de sa gestion financière opaque. Celle-ci ayant notamment causé l'interruption de la publication du Vorwärts en 1946.

La prise de pouvoir par les communistes en 1948 à Prague, saluée par le Parti du Travail et le soutien inconditionnel de la condamnation de Tito en juillet 1948 déclencha la première campagne anticommuniste. D'autres campagnes suivirent en 1956 après l'intervention soviétique en Hongrie et en 1968 après l'intervention à Prague des forces du Pacte de Varsovie. Les deux événements ne furent pas approuvés par le Parti du Travail en vertu du principe de non-ingérence d'un État dans les affaires intérieures d'un autre pays.

Le conflit avec Léon Nicole

Le PST avait toujours expliqué « qu'il resterait inconditionnel et sans réserve sur le plan de l'indépendance nationale de la Suisse » et « défendrait [cette indépendance] contre chaque attaque de l'extérieur – de quelque côté qu'elle vint – de toutes ses forces ». Néanmoins, quand Maurice Thorez lança sa phrase célèbre « Le peuple français ne combattra jamais l'Union soviétique », Léon Nicole se dépêcha de l'approuver: « Cette explication nette et claire correspond exactement aux actions entreprises dans tous les pays par les partis d'avant-garde pour la défense de la paix ». Nicole était convaincu que la Troisième Guerre Mondiale avait en fait déjà commencé. Par là, il avait déjà anticipé ce que Andrej Jdanov avait proclamé en septembre 1947 lors de la création du bureau d'information des partis communistes et du travail (Kominform), à savoir la théorie des deux camps opposés et irréconciliables dans laquelle il n'y avait plus de place, ni pour une neutralité à la suisse, ni pour une coexistence pacifique. Cette position mena, au début des années cinquante, au conflit entre d'une part Nicole et ses amis et d'autre part, la majorité du Parti du Travail, conflit qui se termina par l'exclusion de Nicole à la fin de 1952.

Jusqu'à la conclusion du traité avec l'Autriche (15 mai 1955), qui garantissait la neutralité de ce pays, le PST, à cause de son attachement à la neutralité politique de la Suisse, passait pour avoir été contaminé par des idées « révisionnistes » dans les cercles communistes internationaux. Il craignait, probablement avec raison, un éventuel bannissement du Kominform. Ce n'est qu'au début d'un processus contradictoire de 20 ans, influencé par la conjoncture politique et le développement personnel de ses dirigeants, que le parti réussit à se détacher des « restes » de la période du Komintern.

Toujours accompagné de la police fédérale

Une pression ouverte ou cachée, légale ou illégale, fut sans arrêt exercée sur le parti, ses membres et ses sympathisants. La répression s'accrut dans les années de guerre froide, jusqu'à son paroxysme en novembre 1956 en raison des événements en Hongrie, qui se concrétisa par le « pogrom de Thalwil » dirigé par Konrad Farner. Cette répression était plus efficace là où le Parti du Travail était le plus faible. Le Département fédéral de Justice et Police estimait que Moscou préparait le renversement politique en Suisse à travers le PST. Il doit encore en apporter les preuves!

La police fédérale enregistra sur des milliers de pages, des dates véritables ou supposées, de la vie des membres du parti et a établi des listes particulières des « gens dangereux ou soupçonnés de l'être ». La levée de l'interdiction du parti de 1945 fut remplacée cinq ans plus tard par des directives de protection étatique renforcées. Parmi d'autres qui furent déferés et condamnés, figuraient les journalistes Pierre Nicole pour ses articles critiques contre la politique extérieure de la Confédération et Emile Arnold parce qu'il avait expliqué, lors d'une conférence devant des journalistes à Budapest, que la Suisse était un terrain d'action de la propagande américaine et un centre d'espionnage américain. Aujourd'hui, chacun peut admettre qu'il ne s'agissait pas dans ces procès de délits, mais d'opinion.

Nouveaux problèmes, nouveaux devoirs

En soixante ans, la problématique changea et de nouvelles questions exigeaient de nouvelles réponses. Les modèles de pensée préconçus, comme la croyance au progrès sans limites, durent être actualisés. Au lieu de professer le dogme de la croissance technico-économique, les relations sociales doivent être réglementées de façon à ce que l'activité humaine ne détruise pas l'environnement. Finalement, toute action n'aurait plus aucun sens si des catastrophes atomiques, dues soit à une bombe atomique ou à un réacteur nucléaire, pouvaient anéantir la vie dans des dimensions imprévisibles.

Le développement des anciennes colonies et l'exigence de l'autodétermination des peuples appelaient de nouveaux devoirs. Le PST fut partie prenante de la solidarité avec le Vietnam et l'Algérie, Cuba, le Chili et le Nicaragua et contre l'apartheid en Afrique du Sud. La liste pourrait encore être complétée. Il se solidarisa avec des mouvements révolutionnaires contre les situations politiques et sociales. A cela s'ajouta le combat contre la xénophobie et le racisme dans le pays même. Tôt déjà le parti travailla en étroite collaboration avec des citoyens immigrés, que ce soit dans le combat de leurs droits politiques et sociaux en Suisse ou contre des dictatures fascistes dans leurs pays d'origine.

Le parti devait essayer de développer une politique autonome des salariés en période de haute conjoncture, ceci en regard des changements structurels dans l'organisation du travail et de la composition des travailleuses et travailleurs, parmi lesquels se trouvaient de nombreux étrangers privés de droits politiques.

D'autres formes de prise de conscience démocratique, des volontés d'influence allant au-delà du système de représentation politique traditionnelle connurent un essor, particulièrement à partir de mai 1968 et les manifestations d'une jeunesse devenue turbulente. Il ne fut pas toujours facile pour le Parti du Travail d'aborder les nouveaux problèmes. Une conception du déterminisme historique largement répandue, la prétention avant-gardiste et le dogme de l'intérêt de l'Union soviétique inséparable avec celui du prolétariat de tous les pays, ralentirent l'analyse autocritique de sa propre histoire, perçue comme une condition préalable pour saisir la nouveauté et, si possible, la maîtriser. Il y eut parfois des dissensions fortes, qui conduisirent même jusqu'à la séparation d'avec le parti, ceci en raison des événements internationaux, en raison de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, du féminisme, des centres de jeunesse autonomes et des couches marginales de la société. Toujours est-il que les discussions menées et les positions acquises depuis le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique avaient mis le parti dans la situation d'analyser l'effondrement du socialisme autoritaire en URSS et dans les pays de l'Est, et d'en tirer des conclusions pour sa propre politique.

En 1991, le parti se donna un nouveau programme, qui porte le nom de « Mouvement pour le

socialisme ». Il fut complété lors du congrès de 1995 par un programme d'action: « Dix nécessités pour Suisse sociale, solidaire et progressiste ». Le congrès de 2002 apporta de nouvelles impulsions essentielles, qui avaient pour but le renouvellement du parti et sa participation à l'élaboration d'une alternative globale au capitalisme. Dans son aspiration à opposer à l'Union européenne à dominante économique une Europe de la paix, de la démocratie, de la justice sociale et de légalité des sexes, le PST entra en mai 2004, au sein du parti de la Gauche Européenne (GE) en qualité de membre fondateur.

La démocratisation de l'économie et l'autonomie administrative, comme elles figurent dans le programme du parti de 1991, sont les slogans qui démontrent la direction dans laquelle une politique doit se développer dans le but de créer un ordre à la mesure des besoins de l'homme et de la nature. Dans cette perspective, l'égalité des droits entre les sexes doit être vraiment réelle. Le néolibéralisme, dans son aspiration débridée au profit, a laissé dans toute société des perdantes et des perdants, mais particulièrement dans les rapports Nord-Sud. Les rapports avec ceux qui ont fui la pauvreté et la défense des acquis du mouvements ouvriers sont depuis les années nonante parmi les défis principaux des mouvements de gauche de l'Europe de l'Ouest. C'est le devoir du Parti Suisse du Travail de reconnaître ces processus et de se battre pour que, au-delà de la politique au quotidien, les utopies d'aujourd'hui deviennent les réalités de demain.

2004

Karl Odermatt, adapté et complété par Manfred Vischer